

Entretien avec Paul Ariès
« Déséconomiser nos sociétés »

Grégoire Comhaire

La Libre, le 22 juin 2010 - www.lalibre.be

Paul Ariès est l'un des porte-parole du mouvement des « objecteurs de croissance ». Leur slogan phare : « Moins de biens plus de liens ». Paul Ariès est membre fondateur du mensuel « La Décroissance » et du bimestriel « Le Sarkophage ». Son dernier ouvrage, publié aux éditions la Découverte, s'intitule « La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance ».

Dès les premières pages de votre livre, vous attaquez de plein front le concept de développement durable. Pourquoi ?

Parce que le développement durable est un oxymore. Il laisse croire qu'on a trouvé la solution pour sauver la planète et qu'il pourrait y avoir une possibilité de développement infini sur une planète finie. Pour nous, objecteurs de croissance, c'est une vraie ligne de démarcation.

Pourtant le développement durable remet en cause une partie de ce que vous dénoncez, notamment la surconsommation et le pillage des ressources...

Oui, mais c'est un peu "ok on a détruit la planète mais promis juré on ne le fera plus". En France, le développement durable est symbolisé par deux courants. Le premier est celui de Nicolas Hulot, qui est en fait un appel à la responsabilité individuelle. Il a un avantage pour les puissants puisqu'il dilue la responsabilité en disant que nous sommes tous coupables. On a aussi le développement durable version Medef : "un peu de croissance pollue, beaucoup de croissance dépollue, on va donc en reprendre pour un tour." Quant à Claude Allègre, il propose de passer d'une écologie culpabilisatrice à une écologie réparatrice, ce que j'appelle le "capitalisme vert". C'est un vrai projet, très sérieux, que j'expose en détail dans mon livre, mais qui n'est pas le mien. Un projet qui passe par l'adaptation de la planète, l'adaptation de l'écologie et l'adaptation de l'humain à travers le transhumanisme, pour permettre au système de perdurer.

L'écologie politique estime qu'il est possible de passer à une économie décarbonisée, génératrice de milliers d'"emplois verts"

Oui, le développement durable laisse croire qu'on pourrait concilier économie et écologie. Or ce n'est pas conciliable, c'est une vue de l'esprit que payeront les milieux les plus populaires. Ce qu'il faut au contraire c'est "déséconomiser" nos sociétés.

Vous parlez de trois démarches distinctes : individuelle, collective et politique. Au niveau

individuel, vous plaidez pour la simplicité volontaire. Qu'est-ce que c'est ?

Je crois que la simplicité volontaire, c'est avant tout vivre chacun selon nos propres valeurs. S'efforcer de ne pas être un forçat du travail et de la consommation. Pour certains ça va signifier ne pas avoir de voiture, ne pas avoir de téléphone portable, choisir de travailler à temps partiel. Tout ce que l'on peut faire à son niveau individuel est essentiel parce que dans les cultures de gauche, on avait tendance à renvoyer le changement de nos modes de vie au lendemain du "grand soir". Or c'est maintenant qu'il faut réenchanter le monde. En même temps, c'est insuffisant si les logiques dominantes restent en place. Et il faut veiller à ne pas sombrer dans un discours moraliste, car on ne changera pas la société en culpabilisant les gens mais en donnant envie et en suscitant le désir. D'où la nécessité des deux autres niveaux d'action : le collectif, et le politique, qui interfèrent avec la question du désir.

En créant un parti politique ?

Non. L'objectif n'est pas de créer un parti mais plutôt une maison commune des objecteurs de croissance. Une maison ouverte aux quatre vents : le ralentissement, la relocalisation, le partage et le "prendre soin contre la société du mépris". Cette maison devrait être prête pour 2012 pour faire campagne, sans forcément présenter un candidat aux élections présidentielles. La décroissance est en train de devenir un mouvement culturel mais ce mouvement culturel souffre encore d'une absence de traduction politique.

Et la traduction politique de la décroissance c'est quoi ?

La vraie question c'est : veut-on avancer vers une société assurant à chacun les moyens d'existence ? Y répondre, c'est faire un choix politique. Dans les prochaines années notre combat va se mener sur base de mots chantiers : ralentissement, relocalisation, coopération, gratuité. Il faut dire que la société du "toujours plus" est une société très efficace sur le plan anthropologique. Il faut lui donc lui opposer quelque chose d'aussi attractif. Or la seule chose aussi attractive, c'est la notion de gratuité et celle de revenu garanti.

Il n'y aura plus besoin de travailler ?

Ce n'est pas la fin du travail. C'est la fin du travail obligatoire et le début d'un travail libéré, émancipé. Le revenu garanti serait attribué à tous, indépendamment du fait que l'individu travaille ou non. Il permettrait à chacun de subvenir à ses besoins fondamentaux. Mais pour nous, la notion de revenu garanti doit être couplé avec celle de revenu maximal autorisé. Moi j'ai été très marqué par une intervention du ministre de la Santé du Brésil. Il disait "si on continue sur la voie des inégalités, on ne pourra bientôt plus parler de l'Humanité comme un genre au singulier". Parler de revenu maximal autorisé, c'est parler d'un tabou qui est celui de la dualisation de la société. Ça peut sembler totalement révolutionnaire mais le premier à en avoir

parlé, c'est le président Roosevelt. Quand on se rend compte de ça, on voit à quel point du ketchup a coulé dans nos têtes en quelques années.

Les questions que vous posez vont bien plus loin que le problème du réchauffement climatique.

Bien sûr. Je ne suis d'ailleurs pas venu à la décroissance par l'écologie. Moi je suis avant tout pour la décroissance des inégalités. Mais même si notre mode de vie était généralisable, je ne m'y retrouverais pas. Je pense en effet que cette société de consommation, cette société du "toujours plus", ne permet pas d'avoir une vie bonne. Toutes les sociétés qui nous ont précédés ont toujours consacré une grande part de leur temps à l'humanisation, à "la fabrique de l'humain", la création du lien social via les rituels. Or nous sommes la première société à considérer que la fabrique de l'humain serait un sous-produit de la fabrication de richesses économiques. On pense arriver à résoudre les problèmes de communication en généralisant les téléphones portables. On pense résoudre les problèmes de scolarisation en généralisant l'informatisation et la wifisation des écoles. Nous, nous pensons que plutôt que d'ordinateurs, les écoles de quartiers en difficulté ont besoin de la présence de deux adultes par classe. Ce dont souffrent ces enfants, c'est l'absence de structuration et l'absence de modèle humain. Le monde capitaliste ne fait plus société. Les conditions minimales du vivre ensemble sont aujourd'hui en train de disparaître. Donc le grand enjeu pour nous est d'abord celui-là : retrouver ce lien et refaire société. Et pour refaire société, la notion de lenteur est essentielle.

Est-ce que ralentir nos modes de vies va recréer des rituels ?

C'est évident. Pour nous, décroissance économique = croissance en humanité. Notre slogan est d'ailleurs "moins de biens, plus de liens". Notre société souffre de désymbolisation car tous les rapports sont basés sur la consommation. On commence par consommer des objets. Puis on se met à consommer des humains, par la violence au travail, ou la violence conjugale. Et finalement on finit par se consumer soi-même, c'est le développement des conduites à risque ou de la toxicomanie. Cette logique économique, cette logique du toujours plus, est venue prendre la place de ce qu'était autrefois "la fabrique de l'humain" et qui passe notamment par ce travail de ritualisation. Pour nous, il va falloir apprendre à vivre beaucoup mieux avec beaucoup moins.

Est-ce que vos idées progressent dans la société ?

La décroissance est un mouvement relativement récent mais qui, en dix ans est devenu un mouvement culturel. Aujourd'hui, nos adversaires politiques se sentent tous obligés de se positionner par rapport à nous. Ce mouvement culturel est relayé par un certain nombre d'expériences, comme le retour du mouvement coopératif de production, de consommation, d'habitation. La grande question est désormais celle de la traduction politique. Politiser des choses qui apparais-

saient jusqu'à présent comme non-politiques : la vitesse, le territoire ou le prendre soin.